



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



FOCUS DEVELOPPEMENT DURABLE

ÉCOLOGIE, CLIMAT, TRANSPORT, ÉNERGIE, VILLE DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE WASHINGTON

N° 2022-04 – 04 février 2022

SOMMAIRE

Energie

- Les frackers du secteur Oil&Gas se préparent à la fin du boom du schiste aux Etats-Unis
- Les expéditions de GNL, principalement en provenance des US, atténuent la crise du gaz en Europe

Ecologie

- Pollution de l'air : l'administration Biden veut renforcer le contrôle sur le mercure
- 109 millions de personnes sous alerte météo et confrontés à des tempêtes "massives"
- Alliance importante pour mobiliser contre le plastique à usage unique

Climat

- John Kerry déclare aux principaux émetteurs "nous devons tous agir plus rapidement"
- Les nouvelles normales pour l'océan : la chaleur extrême

Energie

Les *frackers* du secteur Oil&Gas se préparent à la fin du boom du schiste aux Etats-Unis

La fin du boom est en vue pour les entreprises américaines de fracturation. Moins de trois ans et demi après que la révolution du schiste a fait des États-Unis le premier producteur mondial de pétrole, les entreprises des champs pétrolifères du Texas, du Nouveau-Mexique et du Dakota du Nord ont épuisé la plupart de leurs meilleurs puits.

Si les plus grands foreurs de schiste maintenaient leur production à peu près au même niveau, comme ils l'ont fait pendant la pandémie, beaucoup pourraient continuer à forer des puits rentables pendant une ou deux décennies, selon un examen des données d'inventaire et des analyses du Wall Street Journal. S'ils augmentaient leur production de 30 % par an - le taux de croissance pré-pandémique dans le bassin permien, le plus grand champ pétrolifère du pays - ils manqueraient de sites de forage de premier choix en quelques années seulement.

Cinq des plus grandes entreprises de schiste - EOG, Devon, Diamondback,, Continental Resources et Marathon Oil disposent toutes d'environ dix ans ou plus de puits rentables devant eux, au rythme actuel de forage. Mais, ils épuiseront cet inventaire en six ans environ s'ils augmentaient leur production de 15 % par an, selon la société d'analyse FLOW Partners, qui a fourni l'une des analyses examinées par le Journal.

L'inventaire limité suggère que l'époque où les entreprises de schiste américaines pouvaient inonder rapidement le monde de pétrole est révolue et que le pouvoir sur le marché revient à d'autres producteurs, souvent étrangers. Certains investisseurs et dirigeants du secteur de l'énergie ont déclaré que les préoccupations relatives aux stocks ont probablement motivé une récente vague d'acquisitions et conduiront à davantage de consolidation.

La production pétrolière américaine, qui s'élève actuellement à environ 11,5 millions de barils par jour, est encore bien inférieure à son niveau maximal du début de 2020, qui était d'environ 13 millions. ([The Wall Street Journal](#))

Les expéditions de GNL, principalement en provenance des US, atténuent la crise du gaz en Europe

Ces derniers mois, le prix du gaz naturel a grimpé en flèche en Europe, attirant un défilé de navires de gaz naturel liquéfié (GNL) à destination de ce continent. Les prix très élevés reflètent la baisse des approvisionnements en gaz russe vers l'Europe, le manque de gaz dans les réservoirs de stockage du continent et les inquiétudes géopolitiques concernant l'Ukraine.

La bataille énergétique tant attendue entre la Russie, qui a été pendant des décennies le principal exportateur de gaz vers l'Europe, et les États-Unis, qui ont pendant des années encouragé leur capacité à exporter du gaz vers leurs clients, se livre enfin. Profitant de l'abondance de gaz provenant des forages de schiste, les États-Unis sont passés au cours des six dernières années de presque rien à être l'un des plus grands exportateurs mondiaux de gaz liquéfié, avec le Qatar et l'Australie.

Tout en se développant rapidement, les exportateurs dont les cargaisons proviennent des États-Unis sont également plus enclins que d'autres à envoyer leurs navires là où ils obtiennent les prix les plus élevés. Les livraisons de gaz liquide ont constitué une bénédiction incontestable pour les foyers, les usines et les services d'électricité européens; de nombreux terminaux de réception européens sont à leur capacité ou presque. Une centaine de navires en provenance des États-Unis et du Qatar devaient arriver en Europe le mois dernier, pour un coût de 8,5 milliards de dollars. L'Europe paie un prix élevé, les contrats à terme de gaz sur la bourse néerlandaise (TTF) se vendent encore environ cinq fois plus chers qu'aux États-Unis. ([The New York Times](#))

Ecologie

Pollution de l'air: l'administration Biden veut renforcer le contrôle sur le mercure

L'US Environmental Protection Agency (EPA) va recommencer à appliquer des limites aux rejets de mercure par les centrales électriques au charbon. En effet, l'administration Biden a rétabli des moyens réglementaires afin d'évaluer les effets de mesure de réduction de la pollution atmosphérique, première étape d'un plan qui pourrait renforcer les limites applicables aux émissions de mercure des centrales électriques au charbon.

L'administration Biden propose de revenir à une méthode de calcul de l'impact datant de l'ère Obama, qui prend en compte les avantages induits, tels que la réduction des particules fines et du « smog », lors de l'estimation des gains attendus de la baisse des émissions de mercure. L'utilisation de cette méthode permettrait à l'EPA de conclure que les coûts de la règle pour l'industrie sont compensés par les avantages pour la santé publique, tels que la prévention des maladies et des décès prématurés.

L'annonce relative au mercure fait partie de plusieurs mesures récentes prises par l'administration Biden, qui visent à réduire la pollution dans l'air et dans l'eau. Dans de nombreux cas, l'administration Biden rétablit les réglementations environnementales qui avaient été affaiblies par l'administration Trump, avant d'envisager des règles encore plus strictes. ([The NY Times](#))

109 millions de personnes sous alerte météo et confrontés à des tempêtes "massives"

Environ un tiers des États fédérés aux USA ressentent l'impact des tempêtes cette semaine. C'est dans la vallée de l'Ohio et dans certaines parties du Sud que les tempêtes devraient frapper le plus fort. Plusieurs gouverneurs ont déclaré l'état d'urgence, alors que de fortes chutes de neige et de pluie verglaçante ont frappé une grande partie du pays. ([Axios](#))

Alliance importante pour mobiliser contre le plastique à usage unique

Plus de 180 groupes de protection de la nature ont demandé aux moyens généraux de l'Etat fédéral d'interdire l'acquisition de produits en plastique jetables et à usage unique. Une [pétition](#) a été déposée auprès du gouvernement américain. Elle lui demande de ne plus acheter de produits plastiques à usage uniques. Le gouvernement fédéral est le plus grand consommateur de biens et de services au monde. Si l'administration Biden acceptait les demandes formulées, l'utilisation de plastique à usage unique pourrait diminuer considérablement aux États-Unis.

La pétition intervient quelques mois après que les Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine ont publié un [rapport](#) exhortant les États-Unis à créer une stratégie nationale pour réduire les déchets plastiques dans les océans. Le rapport recommande que les États-Unis - où la production de plastique n'a cessé d'augmenter chaque année depuis les années 1960 - prennent le leadership de la politique mondiale de réduction des déchets plastiques. Le rapport suggère aussi que cette voie pourrait créer de nouvelles opportunités économiques.

Sans intervention internationale, la pollution toxique due à la surproduction de plastiques provoquera une catastrophe planétaire. Les États-Unis devraient soutenir un traité mondial de lutte contre la pollution plastique dans le courant du mois, lors de l'assemblée des Nations unies sur l'environnement, au moment où les négociations relatives à cet accord seront lancées. Ce soutien marquerait un changement de position pour les États-Unis, qui se sont opposés au traité sous l'administration Trump. ([E&E News](#))

Climat

John Kerry déclare aux principaux émetteurs "nous devons tous agir plus rapidement"

Les États-Unis ont accueilli jeudi 27 janvier une réunion virtuelle des grands pays émetteurs. John Kerry, l'envoyé du président Biden pour le climat mondial, a averti les nations présentes que le monde n'est "pas sur la bonne voie" pour atteindre son objectif et éviter les conséquences les plus dangereuses du changement climatique.

Lors de cette réunion étaient notamment présents des Ministres de la Chine, de la Russie et de l'Arabie saoudite. Jh. Kerry a demandé aux ministres d'indiquer les mesures prises par leurs gouvernements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et donner suite aux promesses faites lors du sommet des Nations unies sur le climat qui s'est tenu l'année dernière à Glasgow.

Le président chinois Xi Jinping avait laissé entendre quelques jours auparavant qu'il ne réduirait pas les émissions au détriment d'autres priorités telles que la sécurité alimentaire et énergétique "pour assurer la vie normale des masses". Peu de pays ont effectivement mis en place les politiques nécessaires pour atteindre leurs objectifs climatiques. Biden a promis de réduire les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis jusqu'à 52 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici la fin de la décennie. Mais, la législation essentielle pour atteindre cet objectif reste bloquée au Congrès.

Les nations du monde se sont engagées à limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Il s'agit du seuil au-delà duquel, selon les scientifiques, les dangers d'une élévation dévastatrice du niveau de la mer, de vagues de chaleur, de sécheresse et d'incendies de forêt augmentent considérablement. Le monde s'est déjà réchauffé de 1,1°C. ([NY Times](#))

Les nouvelles normales pour l'océan : la chaleur extrême

Deux nouvelles études soulignent les risques croissants du réchauffement des océans. Les océans se réchauffent à une vitesse vertigineuse, et le réchauffement des eaux menace les animaux marins du monde entier. Les scientifiques ont étudié spécifiquement les événements qui se situent dans les 2 % des températures les plus élevées. Vers 1900, ces événements se seraient produits environ une fois tous les 50 ans. Les chercheurs ont ensuite calculé la fréquence de ces épisodes de chaleur extrême aujourd'hui. Ils sont en train de devenir la norme dans une grande partie du monde.

En 2014, la moitié de la surface océanique mondiale a dépassé le seuil de chaleur extrême. En 2019, la dernière année examinée par les scientifiques, 57 % des océans du monde avaient atteint la marque.

En d'autres termes, des températures qui ne se seraient produites que rarement il y a un siècle sont désormais relevées plus régulièrement. Ces dernières années, en particulier, ont été marquées par des étapes inquiétantes pour le changement climatique marin. Les trois dernières années consécutives ont toutes battu des records de chaleur océanique. ([E&E](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international